

# ALTERNATIVE PATRIMONIALE

## *Rapport Art 29 - Loi Energie Climat*

*Exercice 2022*

Conformément aux dispositions prévues au V de l'Article D533-16-1 du Code Monétaire et Financier pour les sociétés de gestion ayant moins de 500 millions d'euros d'encours, Alternative Patrimoniale présente dans ce document les informations relatives à la durabilité et à la prise en compte des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) dans sa stratégie d'investissement.

La politique de transparence et d'investissement durable d'Alternative Patrimoniale est également disponible sur le site internet de la société de gestion.

Le présent rapport couvre la période allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022.

### 1 - Démarche générale de l'entité

#### 1.1 – Résumé de la démarche

Alternative Patrimoniale est sensibilisée aux thématiques environnementales, sociales et de qualité de la gouvernance.

Néanmoins, en 2022, Alternative Patrimoniale ne prend pas en compte de manière systématique et simultanée les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans le cadre de sa politique d'investissement.

Les critères de choix qui rentrent en jeu dans la sélection de nos investissements pour la gestion privée ou la gestion de nos OPC ne sont donc pas, par volonté stratégique, systématiquement conduits par ces principes.

En conséquence, la société ne prend pas en compte les incidences négatives de ses décisions d'investissement au niveau des facteurs de durabilité.

Certains fonds ou mandats proposés aux investisseurs présentent cependant certains critères extra-financiers.

Ainsi en gestion privée, la société recueille les préférences de ses clients investisseurs en matière de durabilité. Ces préférences se déclinent en plusieurs variantes, selon que l'investisseur est plus sensible à la labellisation des produits, à la taxonomie environnementale européenne, aux caractéristiques de durabilité issues du règlement « Disclosure », ou encore aux principales incidences négatives des investissements.

Alternative Patrimoniale propose un profil de mandat « Alpha », pour lequel l'investisseur peut opter pour un portefeuille exclusivement composé d'OPC bénéficiant d'un label en matière d'investissement socialement responsable (label ISR, label Greenfin, ...).

Si cette solution d'investissement n'est pas adaptée aux préférences de durabilité d'un client, la société de gestion peut toujours recommander sa solution d'investissement, seulement lorsque le client a adapté ses préférences.

Dans tous les cas, les principales incidences négatives des investissements réalisés en gestion privée ne sont pas prises en compte par Alternative Patrimoniale.

Aucun gérant n'est dédié à la question de la finance responsable. Néanmoins, les gérants peuvent être sensibles de façon discrétionnaire à une approche plus orientée vers la prise en compte de ces critères, en utilisant les données ESG dont ils disposent.

Alternative Patrimoniale ne fait pas appel à des prestataires externes en matière de notation extra-financière.

S'agissant de la détermination de la composante variable de la rémunération de ses collaborateurs, Alternative Patrimoniale a décidé de ne pas introduire de critères de bonus ou malus pour la prise en compte des risques de durabilité dans les processus de décision d'investissement.

Alternative Patrimoniale, attentive aux évolutions du marché tout comme aux évolutions réglementaires et légales de son activité, se réserve la possibilité de modifier cette politique et d'opter pour un engagement plus étendu de prise en compte de ces critères.

## **1.2 – Contenu, fréquence et moyens utilisés pour informer les souscripteurs et clients sur la prise en compte des critères ESG**

L'information des clients et des porteurs de parts est réalisée via les différents documents réglementaires (prospectus, document pré-contractuel Art 8 SFDR, ...), les documents commerciaux, les reportings et le site internet de la société de gestion.

Alternative Patrimoniale dispose également d'une politique d'engagement actionnarial disponible sur son site internet, ainsi que d'un rapport annuel sur les droits de votes publié annuellement.

## **1.3 – Adhésion de l'entité, ou de certains produits financiers, à une charte, un code, une initiative ou obtention d'un label sur la prise en compte de critères ESG.**

Alternative Patrimoniale est signataire des principes des Nations Unies pour l'Investissement Responsable (PRI) depuis 2021. Ceux-ci, fondés sur des conventions internationales reconnues, s'adressent aux investisseurs institutionnels. Au nombre de six, les PRI sont un ensemble de principes d'investissement volontaires et ambitieux qui offre une liste de possibles mesures afin d'intégrer les problématiques ESG (Environnement, Social et Gouvernance) dans les activités de gestion de portefeuille.

La société gère une gamme de 5 OPC (3 OPCMV et 2 FIA) et aucun d'entre eux ne dispose d'un label spécifique. Toutefois, en 2022, deux OPCMV relèvent de l'Article 8 SFDR, selon les modalités décrites ci-dessous.

## 2 – Liste des produits mentionnés en vertu de l'Article 8 et 9 du Règlement (UE) 2019/2088 dit SFDR

En 2022, Alternative Patrimoniale ne gère aucun OPC à label « ISR », mais elle gère deux fonds qui intègrent la prise en compte de critères ESG et qui sont classifiés « Article 8 » au sens du Règlement SFDR :

**1 – le fonds « Force »** prend en compte le développement durable et les enjeux de long terme dans sa stratégie de gestion, en pratiquant une politique d'exclusion.

En effet, la stratégie d'investissement du fonds repose, en amont de l'analyse financière, sur l'exclusion sectorielle et normative d'émetteurs. La société de gestion détermine une sélection de valeurs éligibles pour le fonds en s'inspirant notamment de la politique d'exclusion retenue par le Government Pension Fund Global (Fonds de pension gouvernemental global de Norvège) qui détermine une liste d'émetteurs prohibés. Souvent cité comme étant la référence mondiale en matière de transparence, c'est le Conseil d'éthique du fonds qui est en charge depuis 2004 d'examiner l'activité des sociétés dans lesquelles le fonds investit.

A partir des conclusions du Conseil de l'éthique, deux types d'exclusion sont pratiqués :

- Exclusion sectorielle : émetteurs exerçant leur activité dans des secteurs d'activité prohibés (tels que l'armement, le tabac, le cannabis récréatif, la production de charbon au-delà de certains seuils)
- Exclusion normative : émetteurs ne respectant pas certaines normes ou conventions internationales (atteintes aux droits humains, violation des droits individuels en situation de guerre, dommages environnementaux, pratique de la corruption ou des crimes financiers sérieux...).

Cette politique d'exclusion est appliquée au fonds « Force », pour la partie du portefeuille investie en titres vifs, à l'exclusion de la partie investie en autres OPC.

En cas d'investissement à 100% en OPC et fonds d'investissement dont les trackers et ETF, le fonds n'appliquerait plus de ce fait les filtres d'exclusion.

**Remarque** : pour l'exercice 2023, le fonds FORCE relève de l'article 6 du règlement SFDR, tout en conservant la politique d'exclusion décrite ci-dessus.

**2 – le fonds « Inspiration »** s'appuie sur une démarche privilégiant des OPC bénéficiant d'un label d'investissement socialement responsable.

En effet, le fonds est investi à plus de 90% dans des OPC bénéficiant d'un label.

Plus précisément, l'OPCVM investit dans des fonds ayant le label ISR (label Investissement Socialement Responsable du ministère de l'Economie et des Finances) ou respectant eux-mêmes les critères quantitatifs issus de ce label, à savoir une réduction de 20% de leur univers d'investissement

après élimination des moins bonnes notations extra-financières ou une note extra-financière supérieure à la note de leur univers d'investissement après élimination de minimum 20% des valeurs les moins bien notées ainsi qu'un taux d'analyse ou de notation extra-financière supérieur à 90% en nombre d'émetteurs ou en capitalisation de l'actif net du placement collectif.

Au 31/12/2022, le poids de ces deux produits dans les encours gérés par Alternative Patrimoniale est de 26,5%.

\*\*\*\*\*